



MINISTÈRE D'ÉTAT  
MINISTÈRE DE L'EMPLOI, DES AFFAIRES SOCIALES ET  
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE



Association  
pour le développement  
de l'éducation  
en Afrique

# **SEMINAIRE INTER-PAYS DU PQIP/DCTP SUR LE FINANCEMENT DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

-----

**DU 07 AU 08 DECEMBRE 2015 A ABIDJAN**

Richard Walther (PQIP/DCTP)

Christine Uhder (GRET)

# Sommaire

- Les grands objectifs du séminaire
- Les grandes données de l'enquête préparatoire et les points à débattre
- Les grandes données de l'enquête approfondie et les points à débattre
- Vers une redéfinition et un élargissement des missions du RAFPRO

# Les grands objectifs du séminaire

- Donner une suite à l'étude AFD/ADEA sur le financement de la formation professionnelle à partir d'une enquête auprès de 17 fonds africains
- Analyser la situation et les évolutions en cours des fonds à partir de leurs grandes caractéristiques typologiques
- Redéfinir, à partir des propositions de l'enquête, des pistes élargies et renforcées de coopération inter-fonds dans le cadre du RAFPRO

# Les grandes données de l'enquête préparatoire

# Un premier constat: un positionnement diversifié des fonds par rapport à la FPC en entreprise

- Une première catégorie de fonds (FDFP, FNAFPP, ex-FONDEF) développe prioritairement **la formation des personnels d'entreprises grandes ou moyennes**
- Une deuxième catégorie de fonds (FAFPCA, FAP-FTP, FONAP) est ciblée essentiellement sur la **formation des personnels employés dans les micro- ou très petites entreprises** dont beaucoup relèvent du secteur informel
- Une troisième catégorie de fonds (FODECA, FAFPA BF, NTF, ONFPP, FFFPT, ACFPE), enfin, forme tout à la fois, **des employés et salariés d'entreprises, des auto-employés et/ou des individuels en demande de formation**

# Les questions posées et les points à débattre sur les missions de FPC

- Quelle part d'allocation doit revenir aux **entreprises cotisantes** et quelle part à **l'ensemble des acteurs économiques**, dont ceux de l'économie informelle?
- **Comment la fonction « équité » doit-elle le mieux s'exprimer**: par la prise en compte de la demande collective (groupements et associations) ou par la prise en compte de la demande individuelle?
- Partagez-vous le constat que les fonds **évoluent vers un financement accru de la demande de formation individuelle**?
- Si oui, **jugez-vous que les pouvoirs publics demandent aux fonds de financer des actions qui relèvent d'abord de leur propre responsabilité**? Si non comment justifiez-vous cette évolution?

## Un deuxième constat: Une formation de pré-emploi inégalement développée et en peine de consolidation

- **Première catégorie de fonds:** un soutien fort à l'apprentissage essentiellement de type dual (FODEFCA, les deux FAFPA, FAFPCA) mais avec la difficulté de le développer cet apprentissage et encore davantage de le généraliser
- **Deuxième catégorie de fonds** (FAP-FTP, NTF) : un soutien relatif au développement de l'apprentissage et/ou de l'alternance
- **Troisième catégorie de fonds** (ONFP, FDFP, ACFPE, FONAP): quelques actions de formation, type insertion, avec pour certains la volonté de développer l'apprentissage

# Les questions posées et les points à débattre sur les missions de formation pré-emploi

- **Quels sont les points de blocage qui empêchent les fonds engagés dans le développement de l'apprentissage dual d'augmenter significativement le nombre d'apprentis ?**
- Derrière les expériences citées d'apprentissage, il y a des dispositifs de longue durée (de 2 à 3 ans) qui aboutissent à une certification de type CQP et des expériences de courte durée (6 mois par exemple) dont le but est de qualifier sans nécessairement certifier. **Quels sont les critères permettant de justifier le bien-fondé du choix entre les deux types de dispositifs ?**
- Certains fonds financent des formations qualifiantes de très courte durée (quelques dizaines d'heures). **Quelle est l'utilité professionnelle et sociale de telles formations ?**



## Troisième constat: les fonds sont en demande de personnels plus qualifiés et d'outils plus performants

- **Première demande:** pouvoir mieux identifier les besoins en compétences prioritaires de l'économie et les requêtes de compétences des bénéficiaires des fonds
- **Deuxième demande:** concevoir et/ou améliorer des outils de gestion interne (gestion axée sur les résultats, structuration et répertoire des coûts, procédure de passation des marchés, études d'impacts, système d'information et de suivi...)
- **Troisième demande:** engager une action de formation en profondeur des personnels comme des diverses catégories de promoteurs, et se doter d'outils performants de suivi-évaluation des actions financées

# Les questions posées et les points à débattre sur les évolutions à promouvoir

- **Quels sont les besoins d'outils portant sur un meilleur diagnostic des besoins de formation** et, partant de là, sur des plans de développement stratégique à court et moyen terme ? Comment les élaborer et/ou les partager?
- **Quels sont les besoins d'amélioration et/ de conception d'un outil de gestion interne** partant de l'analyse des besoins de financement jusqu'aux études d'impact en passant par une optimisation des diverses procédures de sélection, d'évaluation et de suivi des actions financées ?
- **Quelles sont les actions de formation des personnels, comme des responsables et des promoteurs** à mettre en œuvre et mutualiser, de manière à renforcer de façon concomitante et solidaire l'efficacité des divers fonds enquêtés ?

## Quatrième constat: les fonds demandent un meilleur positionnement dans les politiques nationales de FP

Un tel positionnement est soumis à trois conditionnalités:

- **Une allocation accrue et si possible directe des ressources collectées** sans quoi les fonds n'ont pas les moyens de devenir des acteurs structurants de FP
- **Une implication renforcée de l'ensemble des partenaires concernés**, dont les responsables des entreprises, des organisations professionnelles et des ONG, **tant au niveau des processus de requête que des dispositifs de mise en œuvre de la formation**
- **Un partage et une mutualisation des bonnes pratiques de financement.** Les exemples décrits devraient être modélisées de manière à devenir transférables

## Les questions posées et les points à débattre pour que les fonds deviennent des acteurs nationaux reconnus

- **Comment mener un plaidoyer inter-fonds** en faveur d'un meilleur financement de la formation professionnelle et d'une affectation directe des prélèvements à chaque fonds?
- **Comment** aller au-delà du pilotage partenarial des fonds et **impliquer** dans les actions de diagnostic, d'analyse et de suivi **des représentants du monde des entreprises, des organisations professionnelles et du secteur informel urbain et rural** ?
- **Comment valoriser et diffuser les bonnes pratiques** de formation continue et d'apprentissage au niveau de chaque pays et entre tous les fonds ?

# Les grandes données de l'enquête approfondie

# Le questionnement de l'enquête approfondie

- Les impacts des recommandations de l'étude ADEA/AFD sur le fonctionnement des fonds
- Les évolutions prévues de chaque fonds, à court, moyen et long terme
- Les appuis nécessaires pour mettre en œuvre le développement des fonds
- Les outils nécessaires pour mettre en œuvre le développement des fonds
- Les orientations à donner au travail de coopération et de mutualisation inter-fonds

## Un cinquième constat: les fonds convergent sur les suites à donner aux recommandations de l'étude ADEA/AFD

- **Le nombre de fonds** ayant la garantie d'obtenir le versement direct de la taxe **a doublé** depuis la fin de l'étude (FDFP/FONAP+ FAFPCA/FFFPT) 2), les autres fonds ont engagé une action de plaidoyer
- Quasiment tous les fonds ont renforcé **leur rôle d'acteur national de FP** (FAFPA BF, FDFP, FAFPCA, FFFPT...)
- L'étude a permis, dans tous les fonds, **une conscience plus affirmée** de l'importance des activités d'analyse, de suivi, d'évaluation et de mutualisation

## Les questions posées et les points à débattre pour que les fonds évoluent de manière concertée

- Comment agir en commun pour permettre à tous les fonds d'obtenir **le versement direct** des contributions du secteur privé ?
- Comment développer en synergie les types de stratégies, de dispositifs et d'actions facilitant **le rôle structurant des fonds** au niveau des politiques nationales ?
- Quels sont dès à présent les outils d'analyse, de suivi et d'évaluation **qui mériteraient d'être mutualisés** entre les fonds ?



## **Sixième constat: une planification à moyen et long terme exige une allocation de ressources stable et pérenne**

- Le reversement partiel de la taxe (FODEFCA, FAFPA Burkina Faso et Mali et FNAFPP) **empêche les fonds d'aller au-delà d'une planification à court terme**
- La garantie d'une allocation directe permet à la fois **une visibilité plus stratégique et plus opérationnelle** et donc un rôle plus efficace et plus structurant
- Un point commun à tous les fonds: **vouloir agir sur l'ensemble du territoire national** en créant des antennes territoriales, notamment pour mieux répondre aux attentes du milieu agricole et rural

# Septième constat: les fonds sont en attente d'un appui institutionnel et méthodologique

## De la part des pouvoirs publics

- Un respect sinon un renforcement de **l'autonomie des fonds**
  - Soit le fonds a acquis l'autonomie financière et il demande que les acquis en ce domaine soient respectés
  - Soit le fonds a une promesse d'autonomie financière et il demande que l'Etat respecte sa promesse de reverser entièrement la taxe
  - Soit le fonds n'a pas d'autonomie financière et il demande d'obtenir les moyens nécessaires à la réalisation de ses missions
- Un soutien des actions du fonds et **une reconnaissance du rôle spécifique** qu'ils jouent au regard dans les domaines de la FPC et de la formation pré-emploi

# Septième constat: les fonds sont en attente d'un appui institutionnel et méthodologique

## De la part des partenaires techniques et financiers

- L'appui technique et financier doit être conçu et conduit sur la base **d'une planification conjointe** et donc d'une meilleure conjonction entre les objectifs et moyens des PTF et ceux du fonds (FODEFCA, FAFPA Mali)
- L'appui doit être à long terme et **prendre en compte les besoins de financements non couverts** au plan national (FAFPA BF)
- L'appui doit permettre **d'obtenir des fonds additionnels** qui serviront en priorité aux entreprises non cotisantes (FDFP)

# Septième constat: les fonds sont en attente d'un appui institutionnel et méthodologique

## De la part du RAFPRO

- Un véritable **partage** d'expériences et de bonnes pratiques entre les fonds
- Du conseil, de l'assistance technique et de **l'aide au renforcement de capacités**
- Un appui à **l'élaboration** de référentiels et de manuels didactiques
- Plus globalement **un passage au stade d'outils coordonnés d'information et de gestion** des actions de formation (ce qui permettra d'assurer un suivi efficace inter-fonds des activités et de disposer de statistiques et de données fiables et diffusables tant au plan national qu'au plan inter-pays)

## Les questions posées et les points à débattre pour que les fonds puissent progresser de manière coordonnée

- Comment faire un plaidoyer sinon des **propositions réglementaires communes** pour convaincre les pouvoirs publics réticents à faire le versement direct des contributions des entreprises à leur fonds?
- Comment **harmoniser les outils de planification**, de mise en œuvre et d'évaluation des actions de formation tout en respectant les spécificités des missions, des dispositifs et des publics de chaque fonds ?
- Quels **moyens humains et financiers** sont nécessaires pour opérer une telle harmonisation et une telle mutualisation ?

# **Vers une redéfinition et un élargissement des missions du RAFPRO**

Séminaire sur le financement de la  
formation professionnelle, 7/8 décembre  
2015, Abidjan

# Vers une redéfinition et un élargissement des missions du RAFPRO

## Une demande de coordination et/ou d'harmonisation des outils existants

- Le **partage** d'expériences et la **diffusion** de bonnes pratiques
- La création d'un **système homogène** d'information
- La création **d'outils communs** de suivi et d'évaluation
- La mise en place **d'ingénieries communes** des dispositifs de formation
- L'élaboration d'un **référentiel commun** de conseiller de formation

# Vers une redéfinition et un élargissement des missions du RAFPRO

## Une demande d'outils à concevoir de manière de manière prioritaire

- Le lancement d'un **travail coordonné** sur l'économie de la formation (**rapport coût/efficacité**)
- L'élaboration de **réglementations communes** applicables au niveau inter-pays
- La mise au point d'un **système informatisé et complet** de gestion des formations
- La mise au point d'une **méthodologie partagée de mesure des impacts**
- L'élaboration de **normes communes** d'assurance qualité



# Vers une redéfinition et un élargissement des missions du RAFPRO

## Une demande d'élargissement du réseau à d'autres fonds dont des fonds non francophones

- L'élargissement a recueilli **l'assentiment de tous** d'autant plus que les fonds enquêtés sont partie intégrante d'espaces sous-régionaux qui rassemblent des pays francophones, anglophones et même lusophones
- La seule condition posée est que le RAFPRO doit d'abord « **se consolider au regard des disparités** de développement des Fonds membres, afin de garantir une homogénéité d'action »
- Les modalités d'un tel élargissement pourraient être « **d'associer les fonds anglophones aux rassemblements périodiques** » (ateliers, séminaires, session de formation, etc.)
- Des **traductions simultanées** permettront la compréhension de tous et tous les documents devront être désormais traduits dans les deux langues

# En conclusion: quelles devront être les mutations d'un RAFPRO aux missions redéfinies et élargies

Les réponses à apporter à cette question sont à élaborer dans le cadre du séminaire en fonction des réponses aux questions suivantes:

- Faut-il **réduire les disparités** existantes entre les fonds actuels avant tout élargissement ou réaliser les deux démarches de pair ?
- Comment **développer l'expertise existante** dans le réseau tant au niveau de l'harmonisation inter-fonds des outils existants que de l'élaboration des outils manquants ?
- Dans quels domaines faudra-t-il faire appel à de **l'expertise externe** ?
- Comment mobiliser les partenaires techniques et financiers autour **d'un projet novateur de restructuration du RAFPRO** mais aussi de mutualisation et de valorisation des activités des fonds membres du réseau ?

Un grand merci pour votre attention